

Een boek dat evoluties in een langetermijnperspectief bekijkt dient goed aan te geven waar de cesuren precies liggen en welke periodes tot verandering geleid hebben. Op dit punt overtuigt het boek niet altijd. Wanneer de grote veranderingen precies te situeren waren wordt niet duidelijk in het algemeen besluit. Bepaalde uitspraken die gedaan worden over de lange-termijnevolutie zijn bovendien betwistbaar. Dat is het geval voor de stelling dat ‘during the course of the twentieth century, internationalisation only increased’ (p. 222). Dat kan worden gezegd voor het einde van de twintigste eeuw, maar geldt niet voor het hele eeuw. Met name in de jaren 1930 is de algemene tendens er eerder een van protectionisme en terugplooiën op het nationale niveau. De auteur maakt niet aannemelijk dat de bouwsector hier een uitzondering op vormde.

Een periode die onvoldoende aandacht krijgt is de Tweede Wereldoorlog. Toch was die van groot belang, zo blijkt uit de vaststelling dat in 1941 voor het eerst een systeem van vergunningen werd ingevoerd, gebaseerd op een voorstel van de aannemers zelf uit 1935. Het systeem werd in 1947 hernieuwd. Hoe dit systeem tot stand kwam tijdens de Tweede Wereldoorlog wordt niet verder in detail geanalyseerd, terwijl dit toch voor de hand had gelegen, niet alleen omdat het de eerste vorm van vergunning was, maar ook omdat de rol van de staat in de organisatie van de bouwsector tijdens de Tweede Wereldoorlog sterk veranderde met de oprichting van het Commissariaat-generaal voor de wederopbouw in 1940. Het is in die context dan ook geenszins verwonderlijk dat het besluit van de secretarissen-generaal dat het vergunningenstelsel invoerde mee ondertekend werd door Karel Verwilghen, secretaris-generaal van het ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg én Commissaris-generaal voor wederopbouw. Bij de bespreking van dit besluit stelt de auteur vast dat het niet werd ondertekend door “the occupying government”. Welke instantie dat zou kunnen zijn is niet duidelijk: de Militärverwaltung? Weinig waarschijnlijk: die vaardigt verordeningen uit en tekent de besluiten van het comité van secretarissen-generaal niet mee. Het enige ‘government’ was de regering in ballingschap in Londen, die geen zeg had in het

comité van secretarissen-generaal; dat laatste had immers delegatie van bevoegdheid om het bezette land te besturen in afwezigheid van de regering.

De stelling dat de afwezigheid van een handtekening van ‘the occupying Government’ te maken had met de Galopin-doctrine “through which the Belgian government tried to prevent Belgian industry falling into the hands of the German occupying forces” (p. 184) klopt al helemaal niet. De Galopin-doctrine werd niet uitgewerkt door de regering, maar door de grote banken en holdings en laat nu de bouwsector net een van de sectoren zijn die aan de controle van de holdings ontsnapte en bij het begin van de bezetting via een van de organisaties, de Landsbond der Bouwbedrijven en Openbare Werken, haar leden ertoe aanzette alle opdrachten van de Duitsers en in Duitsland aan te nemen, ongeacht of ze een militair karakter hadden. Dat was manifest in strijd met de Galopin-doctrine, die productie van ‘wapens en munitie’ uitsloot ...

Overigens was ‘Mister Boddewijn’ niet de secretaris-generaal van Openbare Werken, maar op dat moment nog Alexandre Delmer; Boddewijn was een leider van een organisatie van aannemers.

Kortom, we hebben hier te maken met een ambitieus boek dat een nieuw terrein in de geschiedenis van het bouwen ontgint, daarbij verschillende nieuwe inzichten biedt maar tekort schiet op het conceptuele vlak en de inbedding in een aantal relevante aangrenzende domeinen van de historiografie.

Dirk Luyten

YASMINA ZIAN

Un antisémitisme ordinaire. Représentations judéophobes et pratiques policières (1880-1930)
Bruxelles, Editions de l’Université de Bruxelles, 2023, 232 p.

Rares sont les ouvrages consacrés à l’antisémitisme en Belgique, en particulier traitant de la période 1880-1930. Cette étude est très originale et novatrice à plusieurs égards. L’auteure s’intéresse au quartier très populaire de Cureghem, portant ainsi son attention sur Bruxelles, ville peu

abordée par les historiens. Yasmina Zian comble donc une lacune historique et ouvre des pistes pour des recherches ultérieures. Son approche est extrêmement pertinente pour l'analyse des pratiques administratives et policières en d'autres lieux, d'autres époques et concernant d'autres « suspects » ou « indésirables ».

La problématique, la méthode et la démarche sont clairement exposées, alliant une approche micro-historique, pluridisciplinaire, sociale à une analyse des mentalités. Si le titre peut paraître rébarbatif, cet ouvrage se base sur de très nombreux cas individuels. La recherche fouillée, touffue, exemplairement documentée, ne se limite pas au seul récit historique. La bibliographie est étoffée et le nombre de dossiers individuels étudiés est impressionnant.

Ce travail se base sur une démarche microhistorique croisée avec une approche pluridisciplinaire (sociologie, anthropologie, histoire, psychologie sociale...). Les mises en perspectives de certaines questions démontrent bien que les sources ont été passées au crible de la critique historique. Les documents ou citations sont utilisés à bon escient et donnent un aspect humain au récit, ce qui permet aussi de clarifier le propos et de soutenir l'attention du lecteur. Le croisement des points de vue des fonctionnaires sur des situations concrètes auxquelles les Juifs de Cureghem sont confrontés s'avère très éclairant. La comparaison avec la population italienne ou avec les activistes communistes permet de cerner la particularité de la perception du « Juif de Cureghem ».

L'ouvrage se subdivise en cinq chapitres bien équilibrés. Le sujet est parfaitement contextualisé dans le premier chapitre, dans lequel l'auteur donne une vue globale du quartier de Cureghem et de son évolution. Ensuite, elle s'attache à exposer le fonctionnement de la Police des Étrangers et ses interactions avec les polices d'Anderlecht et de Bruxelles.

Les trois chapitres suivants sont consacrés à trois périodes caractérisées par un thème principal.

Entre 1880 et 1914 prévaut la figure du « colporteur juif » et de la « colonie hollandaise [juive] de Cureghem ». Le Juif est stigmatisé parce qu'il est étranger, juif, forcément malhonnête, habitant dans un quartier dévalorisé et nomade ou itinérant. Par conséquent, il est automatiquement criminalisé dans le chef de la Police des Étrangers qui recommande souvent son expulsion.

Pendant la Première Guerre mondiale, le critère de discrimination devient la nationalité, en particulier pour les ressortissants de l'Allemagne et autres pays ennemis. La xénophobie est renforcée par un nationalisme exacerbé. La judaïté d'un individu constitue un critère aggravant. Le contrôle sur les étrangers se renforce. L'État belge, et donc la Police des Étrangers, réalise des recensements et exerce une surveillance accrue sur les soi-disant espions et autres agitateurs politiques. Ces instances tentent également de juguler l'immigration.

Enfin, entre 1920 et 1930, c'est l'image du Polonais juif et communiste qui s'impose dans la pratique administrative de la Police des Étrangers. Plusieurs schémas de comportement des agents de la Police des Étrangers, comme des polices communales et judiciaires, se dégagent. Plus les agents entretiennent des contacts directs avec la population juive polonaise de Cureghem, plus ils montrent de l'empathie vis-à-vis des « Juifs polonais » de Cureghem. Les dénonciations et la rumeur représentent un danger pour ces derniers quand la traque des communistes et des 'judéobolcheviques' se développe en réaction à la Révolution russe.

Dans ces trois chapitres, l'auteur compare la situation des Juifs de Cureghem à celle des immigrants italiens. Elle démontre que ces groupes sont stigmatisés et discriminés, mais sur base de critères différents, dont découle une politique différente.

Pour conclure, la recherche est étayée par pléthore de sources archivistiques. L'analyse de nombreux cas particuliers donne une réelle plus-value à ce travail en humanisant la situation des acteurs en présence. La lecture de cet ouvrage est passionnante. Yasmina Zian utilise une langue et un

style agréable et accessible pour le lecteur, qu'il soit historien ou non, ce qui constitue une qualité rare et très appréciable.

Le lecteur retiendra les points suivants de cette fine analyse:

- L'évaluation du « racisme institutionnel » sur base des représentations et pratiques institutionnelles concrètes et observables dans les dossiers individuels de la Police des Étrangers.
- La confrontation des discours des fonctionnaires de différents niveaux, d'hommes politiques, de la société, de la presse, du Consistoire central israélite, des commerçants...
- La différence constatée entre les textes et règlements officiels et leur application dans laquelle le pouvoir discrétionnaire joue un rôle déterminant.

L'impact des représentations mentales sur les décisions administratives, les réactions de la population et le sort de celui qui en est la cible.

Enfin, soulignons encore une fois l'originalité de l'approche de Yasmina Zian. Son analyse se porte exclusivement sur une période et un lieu peu étudiés. Se penchant sur l'histoire et l'évolution d'un quartier pauvre de Bruxelles où les immigrés de diverses nationalités ou confessions cohabitent, elle comble un vide historiographique. Les travaux académiques sur la population juive de la capitale font encore cruellement défaut. Par son analyse poussée, l'auteure dégage des éléments nouveaux dans la formation de la perception du « juif », le fonctionnement de notre appareil policier, et l'évolution de ces perceptions en fonction d'époques différentes.

Laurence Schram

JAN NAERT

Hoeders van de staat. Burgemeesters in bezet en bevrijd België en Noord-Frankrijk (1914-1921)

Brussel, ASP, 2023, 412 p.

De historicus Jan Naert heeft met zijn boek *Hoeders van de staat* een indrukwekkende prestatie geleverd. Het is de neerslag van zijn in 2020 verdedigde Gentse doctoraat over de rol van de

burgemeesters in België en Noord-Frankrijk tijdens en vlak na de Eerste Wereldoorlog. De titel geeft de kern van zijn vraagstelling aan. Naert onderzoekt hoe de burgemeesters hun rol pakten of moesten vinden tegenover het Duitse bezettingsbestuur. Dat roept de algemene vraag op wat een staat nog is onder vijandelijke bezetting en hoe die staat nog kan voortbestaan. Het beeld dat uit deze studie naar voren komt is van een lokaal bestuursniveau als strijdpark waar steeds overlevingsstrategieën moesten worden uitgevonden.

De gekozen burgemeesters stonden niet alleen formeel maar ook symbolisch in het middelpunt. Op hen oefenden de Duitse machthebbers vaak onmogelijk grote druk uit. De manier waarop zij hun functie uitoefenden werd door de provinciale autoriteiten, in België de gouverneurs, in Frankrijk de prefecten, gevolgd en na de bezetting ook beoordeeld. En voor de beeldvorming het allerbelangrijkst: voor de bevolking waren de burgemeesters degenen van wie zorg en bescherming tegen de impact van oorlog, bezetting en repressief bestuur verlangd werd. Deze bestuurders waren objectief gezien 'hoeders van de staat', subjectief was de bescherming en aansturing van het lokale sociale leven en de bevolking de echte vuurproef.

Dit komt pregnant naar voren in de centrale thema's die Naert heeft gekozen: de reactie van lokale bestuurders op de Duitse invasie: de voedselpolitiek om hongersnood tegen te gaan, de handhaving van de openbare orde, en de bescherming van de bevolking tegen talrijke bedreigende interventies van de bezetter, waaronder de deportatie van arbeidskrachten. Tenslotte is de vraag naar de naoorlogse beoordeling van het gedrag van de bestuurders een onmisbaar thema. Dit alles speelde zich af in een context waarin het internationaal oorlogs- en bezettingsrecht in de Haagse Conventies van 1907 net nieuw gecodificeerd was. Naerts studie laat zien hoe dit volkenrechtelijk kader door de verantwoordelijke autoriteiten werd aangeropen, maar dat de bezetter dit naar believen wilde toepassen. Als lokale autoriteiten met de bezettingsmacht onderhandelden konden ze vaak minder op het volkenrecht bouwen dan